



### LE « TRIANGLE D'OR » UNIVERSITE, RECHERCHE, ENTREPRISE

Depuis une quinzaine d'années, le Royaume-Uni a pris de l'avance sur ses concurrents européens dans le domaine de la création d'entreprises technologiques. C'est en jouant sur la proximité des universités, des centres de recherche, et des entreprises que le Royaume Uni a mis en place un écosystème permettant la création de richesses au sein de ses universités.

#### Associer au sein des universités les « 3C » (Cerveaux, Commerce et Capital)

Dans les années 1980 au Royaume-Uni, les activités de publication primaient alors sur toute activité commerciale. Les universités britanniques n'étaient pas plus enclines que les universités françaises d'aujourd'hui à s'impliquer directement dans la valorisation commerciale de la recherche.

C'est par l'intervention du gouvernement britannique que l'université a pu se rapprocher du monde de l'entreprise et faire bénéficier ses chercheurs de leurs découvertes. Comment ? Par l'octroi de financement public supplémentaire à condition que l'université mette en place un centre de transfert de technologie et par des incitations financières et une plus grande flexibilité des emplois du temps pour les chercheurs désireux de s'investir dans les jeunes entreprises.

Les effets ne se sont pas fait sentir tout de suite, puisque ce n'est que depuis 10 ans que l'on mesure les effets de cette politique d'incitation. Résultats: 40% des sociétés de biotechnologies cotées à la Bourse de Londres sont issus de Cambridge et les 6 universités les plus actives (Oxford, Imperial College, Cambridge, UCL, Edimbourg, Bristol) ont donné naissance à près de 200 entreprises entre 2000 et 2007, toujours en activité aujourd'hui.

La présence de nombreux *Business Angels* au Royaume-Uni (30 000 contre 4 000 en France) permet aux « clusters » universitaires d'avoir les moyens de créer de nouvelles entreprises. Les *Business Angels* britanniques financent ainsi 7 fois plus d'entreprises innovantes que les *Business Angels* français.

## **La création d'entreprises de technologie est affaire de capitaux privés au Royaume-Uni et de subventions publiques en France**

Lorsque l'on étudie la montée en capital de la plupart des start-ups technologiques françaises, on constate l'arrivée tardive du capital privé. Entre les années 0 à 4 : le capital provient essentiellement de fonds d'aide publique. Ainsi, il existe 20 dispositifs différents d'aide aux jeunes entreprises innovantes octroyés par 10 organismes différents. Géré par les administrations centrales, régionales ou européennes, le financement des start-ups s'apparente à « du capitalisme sans capital ». La création d'entreprises en France semble donc largement fonctionnarisée avec une interface administration-entrepreneur dont sont exclus les acteurs de l'écosystème qui a fait ses preuves au Etats-Unis et au Royaume-Uni notamment les *Business Angels*.

La France est dans un rapport de financement de « projets » avec peu de contreparties. Ce système créé une relation biaisée entre le créateur d'entreprise et les réalités financières. Le risque est le développement autonome de l'entreprise, tourné vers le produit mais sans vision de marché. Le capital privé offre la possibilité à l'entrepreneur de corriger certaines erreurs dès les premières étapes de la création. 2/3 des échecs des start-ups françaises s'explique par la non-complémentarité de l'équipe managériale. Une intervention plus en amont du capital privé permettrait certainement de corriger ce type d'effet. Il serait donc souhaitable de substituer à l'interface administrative actuelle un système de financement avec de multiples acteurs privés en concurrence.

\*\*\*\*\*

La réforme de l'Université est aujourd'hui en cours de réalisation en France notamment avec l'émergence à terme de dix pôles d'excellence issus de la fusion de plusieurs sites universitaires. Ce plan semble établir les conditions nécessaires pour gagner en performance et surtout rationaliser un système. Si le Royaume-Uni est parvenu à réformer ses universités dans les années 1980, en les rendant aujourd'hui attractives et tournées vers l'entreprise, pourquoi pas la France aujourd'hui ?